

CORIS BANK INTERNATIONAL CÔTE D'IVOIRE

BBB/Stable/w-4

ANALYSE
Décembre 2020

Hamza HAJI

Hamza.haji@wara-ratings.com
+221 33 824 60 14 | +221 77 392 78 27

Oumar NDIAYE

Oumar.Ndiaye@wara-ratings.com
+221 33 824 60 14 | +221 77 400 42 91

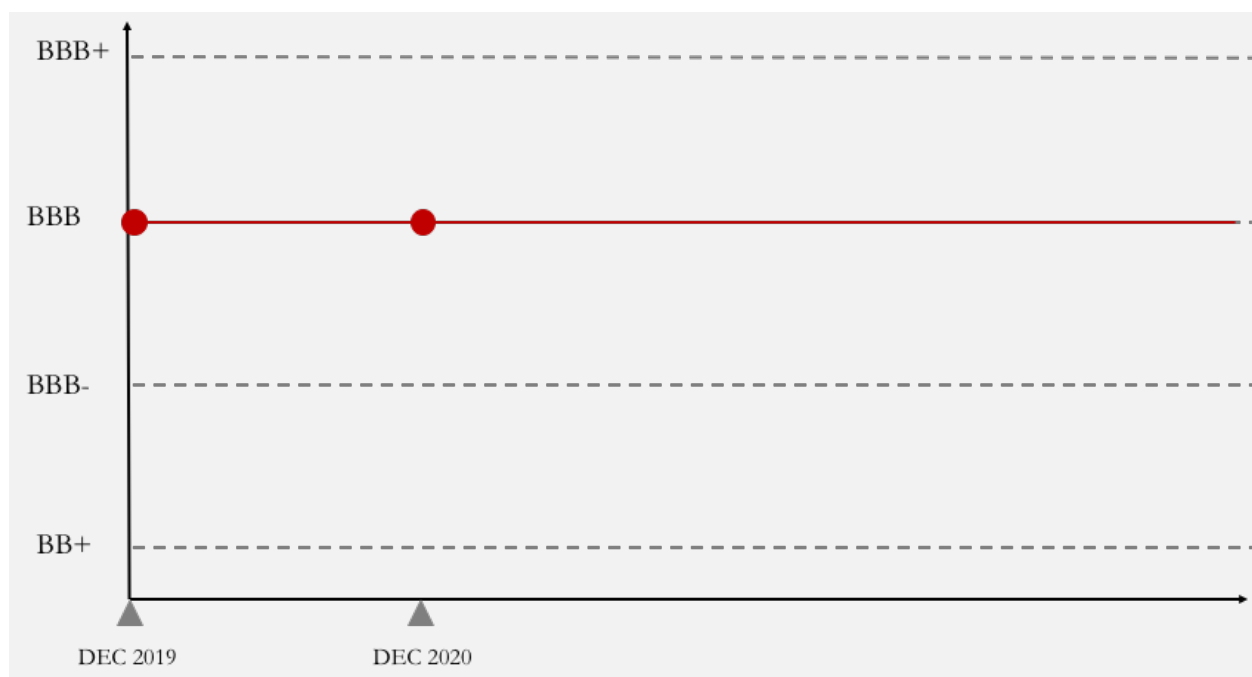
TABLE DES MATIÈRES

NOTATION	3
ÉVOLUTION DE LA NOTE DE LONG TERME	3
RÉSUMÉ	3
Points forts	4
Points faibles	4
CARTE DES SCORES	5
PERSPECTIVE	6
ANALYSE DES FACTEURS DE NOTATION INTRINSEQUE	7
Facteurs environnementaux	7
Environnement macroéconomique	7
Environnement opérationnel	9
Environnement règlementaire	11
Facteurs qualitatifs	14
Positionnement stratégique.....	14
Gouvernance et gestion des risques	16
Qualité des actifs.....	18
Facteurs financiers	20
Rentabilité.....	20
Liquidité.....	20
Capital	25
DONNEES FINANCIERES ET RATIOS	26

NOTATION

Echelle	Régionale	Internationale
Méthodologie	Banque	Banque
Notation de long terme	BBB	iB
Perspective	Stable	Stable
Notation de court terme	w-4	iw-6
Surveillance	Non	Non

ÉVOLUTION DE LA NOTE DE LONG TERME



RÉSUMÉ

- WARA note Coris Bank International Côte d'Ivoire (CBI CI) depuis décembre 2019
- Pour sa première revue, WARA confirme la notation de CBI CI à BBB/Stable/w-4 en décembre 2020

CBI CI est la filiale bancaire ivoirienne du groupe Coris, qui existe depuis 2008 et dont le siège est au Burkina Faso. Elle a été créée en février 2013. WARA réaffirme la notation de long terme en devise régionale de '**BBB**' à CBI CI en octobre 2020. Cette notation se situe 4 crans en dessous du plafond national ivoirien, lequel s'établit –selon WARA– à 'A+'. La notation de court terme de CBI CI est '**w-4**'. La perspective attachée à cette notation reste **stable**. A titre de référence, les notations en devises internationales que WARA assigne à CBI CI sont : iB/Stable/iw-6.

La notation intrinsèque de CBI CI, indépendamment de tout facteur de support externe, est de 'BBB' selon WARA, ce qui équivaut à un score pondéré total de **3,05/6,00**, (en amélioration de 0,09 points par rapport à décembre 2019) incluant un ajustement favorable de -5%. WARA applique cet ajustement favorable pour refléter la reconnaissance de la marque « Coris » dans la sous-région et le degré élevé d'intégration de CBI CI au groupe Coris, lequel lui apporte un soutien en termes de capital, de ressources humaines, de systèmes d'information, de processus opérationnels et de gestion des risques.

La notation de long terme en devise locale de CBI CI (**BBB**) ne bénéficie d'**aucun cran de support externe**.

La notation intrinsèque de CBI CI (**BBB**) s'appuie essentiellement sur les facteurs suivants :

Points forts

- **Depuis le démarrage de ses activités en 2013, CBI CI affiche une croissance soutenue de sa base clientèle, de ses ressources et de ses emplois.** En seulement sept années d'existence, CBI CI est parvenue à se hisser à la 10^{ème} place sur 26 avec une part de marché de 4% tant en termes de taille de bilan que de collecte de ressources, en dépit d'une très forte pression concurrentielle.
- **La banque bénéficie du soutien du groupe Coris, acteur important de l'intermédiation financière dans la sous-région.** Ce soutien peut être financier (capital, liquidités interbancaires), opérationnel (ressources humaines, marketing, systèmes d'information) ou en termes de renforcement de la gouvernance (normes groupe, soutien à la mise en conformité des nouvelles normes prudentielles)
- **CBI CI affiche un très bon niveau de rentabilité :** l'institution parvient à combiner une marge d'intermédiation confortable, une bonne efficacité opérationnelle et un coût du risque de mieux en mieux maîtrisé. Cela se traduit par une croissance continue du résultat net, du ROE et du ROA depuis trois ans.
- **Les perspectives macro-économiques, l'avènement du digital et le faible taux de bancarisation de la population laissent entrevoir des perspectives de croissance du marché très encourageantes.**

Points faibles

- **Un environnement opérationnel instable,** animé par des dissensions politiques récurrentes et des tensions d'ordre social pesant sur la politique économique du pays.
- **La forte concentration des contreparties de la banque pèse sur sa notation :** les 5 plus gros clients pèsent pour 43% du portefeuille de créances. WARA note cependant une amélioration du taux de dégradation brut depuis 3 ans (qui ressort à 4,4% en 2019 contre 7,5% en 2016).
- **De même, la gestion de la liquidité de l'institution est contrainte par le gap de maturité entre l'actif et le passif, mais surtout par la très forte concentration des dépôts clients.** En effet, les 5 plus gros déposants pèsent pour 57% du total des dépôts clients. Cependant, cette faiblesse est partiellement mitigée par un portefeuille de titres conséquent (30% de l'actif) et une proportion importante des crédits à court terme (80% du portefeuille de créances brutes).

CARTE DES SCORES

FACTEURS DE NOTATION DES BANQUES				Pondération	Score	Score pondéré	Score 2019	
FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX				20%	3,54	0,71	3,54	0,71
FNI.B1	Environnement macroéconomique	EM	8%	3,78	0,30	3,78	0,30	
	<i>Maturité</i>		2%	4,00	0,08	4,00	0,08	
	<i>Volatilité</i>		2%	4,80	0,10	4,80	0,10	
	<i>Diversité</i>		2%	3,00	0,06	3,00	0,06	
	<i>Soutenabilité</i>		2%	3,30	0,07	3,30	0,07	
FNI.B2	Environnement opérationnel	EO	7%	4,00	0,28	4,00	0,28	
	<i>Gouvernance systémique</i>		3%	4,00	0,12	4,00	0,12	
	<i>Infrastructure</i>		2%	4,00	0,08	4,00	0,08	
	<i>Information</i>		2%	4,00	0,08	4,00	0,08	
FNI.B3	Environnement réglementaire	ER	5%	2,50	0,13	2,50	0,13	
	<i>Réglementation</i>		3%	2,50	0,08	2,50	0,08	
	<i>Supervision</i>		2%	2,50	0,05	2,50	0,05	
FACTEURS QUALITATIFS				50%	3,63	1,82	3,68	1,84
FNI.B4	Positionnement stratégique	PS	15%	3,73	0,56	3,90	0,59	
	<i>Parts de marché</i>		6%	3,50	0,21	3,50	0,21	
	<i>Diversification opérationnelle</i>		5%	3,00	0,15	3,50	0,18	
	<i>Diversification géographique</i>		4%	5,00	0,20	5,00	0,20	
FNI.B5	Gouvernance et gestion des risques	GR	20%	3,15	0,63	3,15	0,63	
	<i>Gouvernance idiosyncrasique</i>		7%	3,00	0,21	3,00	0,21	
	<i>Gestion des risques</i>		7%	3,00	0,21	3,00	0,21	
	<i>Contrôles</i>		6%	3,50	0,21	3,50	0,21	
FNI.B6	Qualité des actifs	QA	15%	4,17	0,63	4,17	0,63	
	<i>Performance qualitative des portefeuilles</i>		5%	3,50	0,18	3,50	0,18	
	<i>Concentration sectorielle</i>		5%	4,00	0,20	4,00	0,20	
	<i>Concentration des contreparties</i>		5%	5,00	0,25	5,00	0,25	
FACTEURS FINANCIERS				30%	2,28	0,69	2,53	0,76
FNI.B7	Rentabilité	RE	10%	1,60	0,16	2,00	0,20	
	<i>Rendement net des actifs</i>		6%	2,00	0,12	2,00	0,12	
	<i>Efficacité opérationnelle</i>		4%	1,00	0,04	2,00	0,08	
FNI.B8	Liquidité	LQ	10%	3,25	0,33	3,00	0,30	
	<i>Liquidité des actifs</i>		5%	3,00	0,15	2,50	0,13	
	<i>Refinancement et gestion de la liquidité</i>		5%	3,50	0,18	3,50	0,18	
FNI.B9	Capitalisation	CA	10%	2,00	0,20	2,60	0,26	
	<i>Lever financier</i>		4%	2,00	0,08	2,00	0,08	
	<i>Capital réglementaire</i>		6%	2,00	0,12	3,00	0,18	
SCORE PONDÉRÉ TOTAL					3,21	3,31		
AJUSTEMENT					-5%	-5%		
SCORE PONDÉRÉ TOTAL AJUSTÉ					3,05	3,14		
NOTATION INTRINSÈQUE					BBB	BBB		

SPTA		N.I.B
De:	A:	
1,00	1,24	AAA
1,25	1,49	AA+
1,50	1,74	AA
1,75	1,99	AA-
2,00	2,24	A+
2,25	2,49	A
2,50	2,74	A-
2,75	2,99	BBB+
3,00	3,24	BBB
3,25	3,49	BBB-
3,50	3,74	BB+
3,75	3,99	BB
4,00	4,24	BB-
4,25	4,49	B+
4,50	4,74	B
4,75	4,99	B-
5,00	5,24	CCC+
5,25	5,49	CCC
5,50	5,74	CCC-
5,75	5,99	CC/C

PERSPECTIVE

La perspective attachée à la notation de CBI CI reste **stable**. WARA justifie cette perspective stable par le fait que CBI CI a su se faire une place sur le marché bancaire ivoirien, malgré une concurrence très importante. La croissance de la banque se poursuit, et son expertise dans le financement des PME lui permet de se différencier par rapport à la concurrence et d'afficher un bon niveau de rentabilité malgré son jeune âge.

Une amélioration de la notation de CBI CI est tributaire : i) d'une amélioration de la notation de la Côte d'Ivoire ; ii) du gain significatif et durable de parts de marché reflétant la hausse des emplois et ressources de la banque ; iii) d'une réduction significative de la concentration des contreparties tant au niveau des ressources que d'emplois ; iv) de la bonne commercialisation des nouveaux produits (carte Visa) et services (e-banking, mobile banking) ; et (v) de l'achèvement de l'implémentation des nouvelles normes réglementaires au niveau de la gouvernance, du contrôle et de la gestion des risques.

Une détérioration de la notation de CBI CI serait la conséquence : i) d'une détérioration de l'environnement politique et/ou macroéconomique ivoirien ; ii) d'une dégradation de la qualité du portefeuille de créances impactant à moyen terme la rentabilité ; iii) de l'intensification de la concentration des contreparties (clients et/ou déposants) ; iv) de la perte durable et significative de parts de marché au profit de la concurrence ; ou (v) d'une dégradation durable et significative des niveaux de rentabilité, de liquidité et de capitalisation.

A titre de référence, WARA estime que la probabilité d'occurrence des scénarios favorables est égale à celle des scénarios défavorables à moyen terme, ce qui signifie en d'autres termes que la notation actuelle de CBI CI contient autant de possibilités de rehaussement que de risques d'abaissement.

ANALYSE DES FACTEURS DE NOTATION INTRINSEQUE

Facteurs environnementaux

Environnement macroéconomique

- L'environnement macroéconomique est marqué par une tendance de croissance qui repose principalement sur le secteur primaire...
- ... une population relativement pauvre
- ... et un contexte politique incertain à l'approche des élections de 2020

La Côte d'Ivoire est d'abord un pays agricole ; par conséquent, la sensibilité encore élevée de l'économie ivoirienne à la volatilité des cours mondiaux des matières premières non transformées est un facteur négatif de notation. Le secteur primaire emploie la moitié de la population active. Par conséquent, il y a assez peu de tension et de flexibilité sur le marché du travail, ce qui contribue à freiner le développement des secteurs secondaires et tertiaires. Le secteur agricole ivoirien, peu intensif d'un point de vue technologique, demeure encore vulnérable à des chocs exogènes, notamment aux variations climatiques inattendues. La Côte d'Ivoire est le premier producteur et exportateur mondial de cacao, qui représente à lui seul la moitié de ses exportations ; le café, l'anacarde, l'huile de palme et le caoutchouc naturel sont parmi les autres matières premières agricoles pour lesquelles la Côte d'Ivoire dispose d'un avantage comparatif. L'économie ivoirienne est donc sensible aux fluctuations des prix internationaux des matières premières et, dans une moindre mesure, aux conditions climatiques. Par exemple, les températures élevées de 2012 ont été à l'origine de l'une des plus mauvaises récoltes de cacao de la décennie. De la même manière, la période de très forte croissance qui a immédiatement précédé la guerre civile était due à un emballement des prix du cacao en 2010, qui a atteint cette année son point le plus élevé en 33 ans.

La population ivoirienne est en moyenne anormalement pauvre, ce qui place la consommation intérieure très en-deçà de son potentiel. C'est aussi un facteur négatif de notation. Un Ivoirien sur deux vit en-dessous du seuil de pauvreté, et l'espérance de vie moyenne est de 53,6 ans. Le PIB par habitant n'a franchi la barre symbolique des 1000 USD qu'en 2008. C'est la raison pour laquelle les autorités souhaitent organiser la sortie progressive du secteur primaire, sans pour autant lui tourner le dos, vers l'agro-industrie et aussi les mines (notamment d'or) ainsi que les hydrocarbures, qui permettraient de financer la montée en gamme de l'économie ivoirienne. En outre, le secteur primaire tend à générer des comportements de recherche de rente, peu productifs. Cela dit, l'économie ivoirienne a bien résisté à la crise de 2008, année pendant laquelle la croissance fut de 2%, puis de 4% pendant les deux années qui ont suivi. Seul le choc de la guerre civile post-électorale de 2011 a eu raison de la tendance de croissance soutenue de l'économie ivoirienne. Le PIB s'est contracté de 5,9% en 2011, qui fut une année de déflation massive. Conformément à la plupart des prévisions, la croissance a très vite recouvré une tendance vigoureusement haussière, et même

supérieure au cycle précédent, i.e. avant 2011. La croissance réelle a atteint 10,7% en 2012, et n'est jamais passée en-dessous de la barre des 7,5% au cours des cinq années qui ont suivi.

Les perspectives politiques à court et moyen termes seront dominées par les retombées de l'élection présidentielle du 31 octobre, sur fond d'une légitimité fragile du pouvoir central et d'une opposition en embuscade. Cette absence de consensus national et cette tension latente sont des facteurs négatifs de notation, tant ils tendent à repousser à des échéances ultérieures l'apaisement politique dont l'économie nationale a besoin pour tendre vers son plein potentiel. Alassane Ouattara est président depuis 2010, et avait initialement déclaré qu'il ne se présenterait pas au scrutin, mais après la mort soudaine du candidat du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) au pouvoir trois mois avant l'élection, M. Ouattara a changé d'avis. Plusieurs partis d'opposition ont boycotté le vote, conduisant à un taux de participation très bas (environ 54%) et par conséquent à la victoire écrasante du Président sortant. La tactique de l'opposition était de fragiliser la légitimité du scrutin au motif que le Président sortant avait déjà rempli deux mandats présidentiels consécutifs, ce qui est le maximum prévu par la constitution, selon la lecture qu'en fait l'opposition. M. Ouattara a fait valoir au contraire que l'adoption d'une nouvelle constitution en 2016 lui a permis de se présenter à nouveau, au motif qu'il n'avait pas purgé deux mandats en vertu de la constitution actuelle. Les tentatives ultérieures de l'opposition pour lancer un gouvernement de transition ont échoué, et des affrontements caractérisés par des niveaux variables de violence ont continué à traverser le pays, avant de baisser en intensité pour enfin disparaître. Les prochaines élections législatives sont prévues en octobre 2021. Le RHDP reste la principale force politique du pays. Le parti dispose de ressources importantes et de nombreuses alliances avec de petits groupes d'intérêts. Les circonscriptions électorales sont également favorables au RHDP. Actuellement, le nord du pays (un bastion du RHDP) se compose de 69 circonscriptions contenant une population d'environ un demi-million de personnes, mais le sud (un bastion de l'opposition) ne compte que 28 circonscriptions pour une population totale de près de 2 millions d'habitants. La prochaine élection présidentielle n'est prévue qu'en 2025. Aussi, le RHDP devrait donc continuer à dominer l'Assemblée nationale. A l'extérieur, la politique étrangère restera fortement influencée par un effort visant à attirer les investissements étrangers et les financements pour financer des plans de dépenses ambitieux. Le gouvernement renforcera également ses relations avec les Etats susceptibles d'offrir des solutions de financement en devises, afin de répondre aux besoins importants du pays en infrastructures. M. Ouattara a précédemment indiqué qu'il souhaiterait s'éloigner du parapluie sécuritaire français, mais la présence française restera forte. La France dispose d'une base militaire permanente dans le pays, en partie pour aider à consolider la paix, mais aussi pour soutenir des opérations militaires ailleurs sur le continent. Le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont lancé un projet de zone économique spéciale (ZES) - avec des plans pour une zone de libre-échange et des incitations fiscales et financières. Bien que la mise en œuvre de la ZES soit lente et que des contraintes structurelles demeurent, il s'agit d'une étape importante vers davantage d'intégration économique ouest-africaine.

Environnement opérationnel

- La politique structurelle de la Côte d'Ivoire est très bien pensée et exécutée de manière vigoureuse...
- La diversification structurelle de son économie est bonne et les infrastructures se renforcent de manière spectaculaire
- Le marché bancaire ivoirien est en croissance soutenue depuis 2012. Le potentiel reste important au regard du taux de bancarisation
- C'est aussi un marché très concurrentiel dominé par des groupes étrangers

Le premier PND 2010-2015 a été un indéniable succès ; le second, couvrant la période 2016-2020, se place dans la continuité ambitieuse du précédent, et il est en passe de transformer l'outil de production ivoirien. C'est un facteur positif de notation. Deux mots d'ordre sous-tendent le PND 2016-2020 : *industrialisation* et *externalités*. L'objectif d'industrialisation est consubstantiel d'une transformation structurelle de l'économie ivoirienne, du secteur primaire essentiellement agricole vers le secteur secondaire prioritairement agro-industriel, en s'appuyant sur ce qui différencie la Côte d'Ivoire, à savoir ses ressources naturelles abondantes. Cela devrait aussi nourrir davantage de diversification économique, notamment à l'export, afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis de sa filière café-cacao. Dans la même veine, en renforçant le contenu en valeur ajoutée de la production ivoirienne, l'élasticité-prix de ses exportations devrait se contracter de manière incrémentale et, avec elle, la vulnérabilité de l'économie ivoirienne à la volatilité des cours des matières premières. De manière concomitante, la politique économique structurelle ivoirienne met l'accent sur la nécessité de continuer à dynamiser son réseau d'infrastructures en général, y compris celui des transports en particulier, afin de générer des externalités positives, de désenclaver les zones agricoles et d'améliorer l'efficacité des flux commerciaux.

L'économie ivoirienne est intrinsèquement diversifiée, mais ses sources de valeur ajoutée ne le sont pas encore. C'est là tout l'enjeu du PND 2016-2020 : enrichir le contenu en valeur ajoutée et en emplois de la croissance ivoirienne. WARA analyse la dynamique de la notation de la Côte d'Ivoire selon la grille suivante. i) Les avantages comparatifs de la Côte d'Ivoire résident essentiellement dans ses ressources naturelles abondantes, lesquelles constituent son principal capital et son patrimoine le plus déterminant. ii) Eu égard à son histoire récente, la Côte d'Ivoire n'a pas pu pleinement valoriser ce patrimoine, d'où le phénomène de rattrapage qui se solde par des taux de croissance réelle spectaculaires. iii) Ces taux de croissance, les plus élevés de la sous-région et stables au cours des 7 dernières années, se sont produits *malgré* la volatilité des cours des matières premières, ce qui semble être un paradoxe a priori. iv) Ce paradoxe s'explique par le fait que la croissance est alimentée non pas par les exportations, ni même par la consommation intérieure, mais par les *investissements*, notamment en infrastructures, financés par le *budget de l'Etat* et donc par la dette. v) C'est un *pari keynésien* qui comporte aussi une dimension structurelle : la transformation structurelle de l'économie vers l'agro-industrie, c'est-à-dire la translation de la valeur ajoutée du secteur primaire (agricole) vers le secteur secondaire (agro-industriel). vi) La raison sous-jacente de ce "pari structurel" est la montée en gamme de l'économie ivoirienne, à même de réduire l'élasticité-prix des exportations (trop élevée pour les matières premières brutes, plus faible

pour les matières premières transformées). C'est tout le défi du PND. vii) La limite vraisemblable de l'exercice est que le PND est à 60% tributaire des *investissements privés*, notamment étrangers, lesquels considèrent comme hypothèses tant la stabilité politique, qui commence par la lisibilité et la prévisibilité des urnes en 2020, que le maintien de taux de croissance élevés. viii) Or rien ne laisse entendre que la transition politique se fera en douceur. L'imprévisibilité politique reste le risque majeur qui pèse sur la notation de la Côte d'Ivoire. ix) A cela s'ajoutent l'inadéquation du capital humain, la relative fragilité des institutions, l'attractivité encore insuffisante du territoire et la possible volatilité des normes. x) Au total, l'économie ivoirienne est encore structurellement très en-deçà de son potentiel.

Les indices de gouvernance, de climat des affaires, de compétitivité et de développement humain s'améliorent, mais restent relativement faibles en valeur absolue. Pour mesurer les facteurs institutionnels, WARA s'appuie sur les indices de gouvernance de la Banque Mondiale, les indices de compétitivité du *World Economic Forum* et les indices de développement humain du PNUD. En comparaison du Bénin, du Sénégal et, dans une certaine mesure, du Burkina Faso, les indices de la Côte d'Ivoire restent en général dans les deuxième et troisième quartiles, comme l'indique le tableau ci-dessous. C'est un facteur négatif de notation.

INDICES	BEN	BKN	CDI	GNB	MAL	NGR	SEN	TOG	Sources
Indice de contrôle de la corruption	-0.55	-0.11	-0.52	-1.56	-0.63	-0.65	0.09	-0.71	Banque Mondiale
Indice d'efficacité de l'Etat	-0.64	-0.59	-0.74	-1.77	-0.94	-0.67	-0.32	-1.13	Banque Mondiale
Indice de stabilité politique et d'absence de violence	0.05	-0.92	-1.09	-0.60	-1.91	-1.30	-0.04	-0.74	Banque Mondiale
Indice de qualité de la réglementation	-0.47	-0.44	-0.36	-1.18	-0.57	-0.68	-0.15	-0.79	Banque Mondiale
Indice d'état de droit	-0.62	-0.40	-0.63	-1.44	-0.78	-0.68	-0.15	-0.71	Banque Mondiale
Indice de liberté et responsabilité politiques	0.38	0.06	-0.27	-0.80	-0.26	-0.41	0.32	-0.62	Banque Mondiale
Rang "Doing Business" (climat des affaires)	151	148	139	176	143	144	140	156	Banque Mondiale
Indice global de compétitivité (valeur)	44.4	43.9	47.6	N/D	43.6	N/D	49.0	N/D	World Economic Forum
Indice global de compétitivité (rang mondial)	123	124	114	N/D	125	N/D	113	N/D	World Economic Forum
Indice de développement humain (valeur)	0.515	0.423	0.492	0.455	0.427	0.354	0.505	0.503	PNUD
Indice de développement humain (rang mondial)	163	183	170	177	182	189	164	165	PNUD



Le secteur bancaire ivoirien se porte bien en 2018. Les actifs des banques opérant en Côte d'Ivoire ont atteint 12 760 milliards de FCFA au 31 décembre 2018, en hausse de 15% comparativement au 31 décembre 2017. Cette forte progression des actifs des banques est à mettre en relation avec la forte croissance économique qu'enregistre la Côte d'Ivoire (7,7% en 2018 après 7,6% en 2017). En termes de ressources, les dépôts bancaires ont atteint 8 350 milliards de FCFA en 2018 contre 7 480 milliards en 2017, soit une progression de 11,6%. En parallèle, les crédits décaissés par les banques ivoiriennes se sont, quant à eux, élevés à 7 006 milliards de FCFA en 2018 contre 6 280 milliards en 2017, en croissance de 11,6 également.

Les perspectives sont encourageantes au regard du taux d'inclusion financière. Il ressort à 19,07% en 2018 et à 24,92% si l'on y inclut les SFD. Le potentiel de croissance sur ce marché y est donc encore important, renforcé par les perspectives de croissance du pays.

Cela dit, c'est un secteur fortement concurrentiel avec 26 institutions présentes sur le marché au 31 juillet 2020. Le secteur est dominé par les filiales de groupes étrangers comme la SGBCI (groupe Société Générale – France), leader qui concentre 17% des ressources et 18% de emplois et son dauphin, la BACI (groupe Banque centrale Populaire du Maroc) avec 13% des ressources et 12% des emplois du marché. En raison de cette forte compétition, les

facteurs clés de succès sur ce marché sont des tarifs et taux compétitifs et une innovation en termes de produits et service car la clientèle, qu'il s'agisse des entreprises ou des particuliers, est exigeante, bien informée et surtout a le choix entre une multitude d'acteurs.

Environnement réglementaire

- Le marché bancaire régional est convenablement régulé selon WARA
- C'est un facteur positif de notation

En tant que membre de l'UEMOA, la Côte d'Ivoire a délégué la régulation de son secteur bancaire à la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), c'est-à-dire sa réglementation et sa supervision. En ce qui concerne les deux dimensions de la régulation bancaire, WARA estime que le cadre prudentiel applicable en Afrique de l'Ouest est adéquat et suffisant, compte tenu du caractère faiblement complexe des institutions et des produits bancaires dans la sous-région.

La BCEAO a œuvré pour le renforcement de la stabilité du système financier, en particulier avec l'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III dans l'Union, et ses actions en faveur du renforcement des mécanismes de résolution des crises bancaires et de protection des déposants. Cela s'est traduit par l'adoption d'un nouveau Plan comptable bancaire révisé entré en vigueur le 1er janvier 2018 et d'un nouveau dispositif prudentiel par Décision n° 004-08-2016, entré en vigueur depuis le 01/01/2018.

W A R A

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter en 2018	Niveau à respecter en 2019
A. Normes de solvabilité		
Ratio de Fonds propres CET 1	5,625%	6,875%
Ratio de Fonds propres de base T1	6,625%	7,875%
Ratio de solvabilité totale	8,625%	10,375%
B. Norme de division des risques		
Norme de division des risques	65%	45%
C. Ratio de levier		
Ratio de levier	3%	3%
D. Autres normes prudentielles		
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	25%	25%
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des Fonds propres T1 de l'établissement)	15%	15%
Limite globale des participations dans les entités commerciales (60% des FPE de l'établissement)	60%	60%
Limite sur les immobilisations hors exploitation	15%	15%
Limite sur le total des immobilisations et des participations	100%	100%
Limite sur les prêts aux actionnaire, dirigeants et personnel	20%	20%
Coefficient de liquidité	75%	75%
Couvertute des emplois moyen long termes par les ressources stables	50%	50%

Ces nouvelles dispositions sont renforcées par de nouvelles circulaires qui entrent en vigueur le 02/07/2018 :

- Circulaire n° 01-2017/CB/C relative à la gouvernance
- Circulaire n° 02-2017/CB/C relative aux conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants
- Circulaire n° 03-2017/CB/C relative au contrôle interne
- Circulaire n° 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques
- Circulaire n° 05-2017/CB/C relative à la gestion de la conformité
- Instruction n° 006-05-2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires en cas de manquement aux dispositions des nouvelles réglementations

De plus, dans le cas d'espèce de CBI CI, la BCEAO a mis en place la réglementation régulant les activités de Finance Islamique :

- Instruction n°002-03-2018 relative aux dispositions particulières applicables aux établissements de crédit exerçant une activité de finance islamique
- Instruction n°004-05-2018 relative aux caractéristiques techniques des opérations de finance islamique exercées par les établissements de crédit de l'union monétaire ouest africaine (UMOA)

Enfin, depuis 2016, la réglementation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a évolué avec la transposition dans le dispositif réglementaire national d'une loi uniforme (décision n°26 du 02/07/2017/CM/UMOA) adoptée en ce sens par l'UEMOA.

Cependant, WARA note que ; i) les banques de la sous-région ne sont pas tenues d'appliquer les normes comptables internationales mais les normes comptables régionales, notamment le Plan comptable bancaire (PCB), applicable depuis l'exercice 2018, ce qui favorise la comparaison intra régionale des bilans, mais rend difficile toute comparaison internationale ; et ii) la quantité d'informations quantitatives et qualitatives publiquement disponibles dans les rapports annuels des banques est insuffisante du point de vue de WARA ; notamment, les informations relatives aux niveaux de concentration sectorielle, géographique et par contrepartie manquent cruellement, ainsi que celles inhérentes aux gaps de maturité et chocs de taux ; les informations qualitatives quant à la qualité des actifs sont souvent inexistantes.



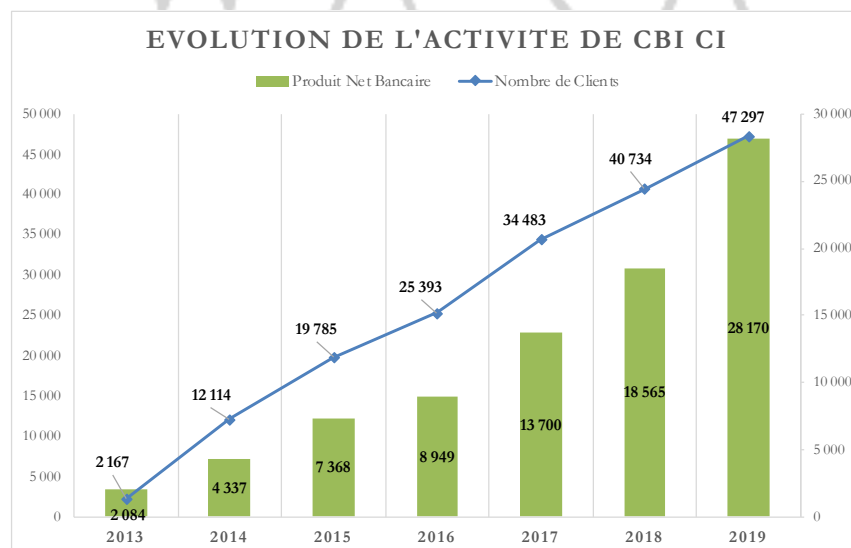
Facteurs qualitatifs

Positionnement stratégique

- Depuis le démarrage de ses activités en 2013, CBI CI affiche une croissance soutenue de sa base clientèle, ses ressources et emplois
- Classée 10^{ème} avec une part de marché de 4%, CBI a su rapidement se faire une place dans un marché très concurrentiel comptant pas moins de 26 acteurs
- Afin de poursuivre sa croissance, la banque a renforcé son offre de produits et services en 2019 (carte VISA, e-banking et mobile banking)

CBI CI est une banque universelle proposant des services d'intermédiation bancaire commerciale, tant aux particuliers qu'aux entreprises. Cela dit, l'institution ambitionne de devenir la référence du financement des PME. Pour cela, CBI CI pourra bénéficier de l'expertise du groupe Coris, auquel elle appartient. Le groupe Coris est un groupe bancaire régional basé au Burkina Faso où il est leader. Il s'est ensuite implanté en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali, au Togo, au Bénin et au Niger. A travers sa filiale bancaire au Burkina Faso, le groupe Coris s'est notamment spécialisé dans le financement des PME grâce à une connaissance profonde de ce type de contrepartie, une excellente compréhension de leurs besoins et enfin, une procédure d'octroi et de suivi des financements très rigoureuse.

Depuis le démarrage de ses activités, CBI CI affiche une croissance régulière de sa base clientèle et de son produit net bancaire. La banque a acquis 47 297 clients en l'espace de sept ans seulement. Sur la même période, son Produit Net Bancaire est passé de 2 à 28 milliards de FCFA. Pour ce faire, CBI CI s'est doté d'un réseau de 17 agences avec un maillage territorial pertinent : 10 à Abidjan, 7 à l'intérieur du pays (au Nord, au Centre et au Sud-Ouest), la 18^{ème} étant la branche islamique Baraka. Ce maillage territorial va désormais se poursuivre vers l'Est puis au Centre du pays (Yamoussoukro). L'objectif pour l'institution, tel que décliné dans son plan de développement stratégique est d'atteindre 30 agences d'ici 2022 afin de couvrir l'ensemble du territoire, c'est-à-dire la capitale et les principales villes du pays.



La croissance soutenue des ressources collectées et des emplois clientèle de la banque vient confirmer cette tendance. En effet, les ressources clientèle ont progressé de 366 milliards de FCFA sur 7 ans soit un taux de croissance annuel moyen (CAGR) de 51%. Sur la même période, la banque a enregistré une croissance de ces emplois de 247 milliards, soit un taux de croissance annuel moyen (CAGR) de 45%.

Année d'activité	1	2	3	4	5	6	7	
<i>En milliards de FCFA</i>	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	CAGR
Ressources clientèle	17	44	70	96	151	224	307	
<i>Evolution</i>	-	150%	61%	36%	58%	48%	37%	51%
Emplois clientèle	21	44	70	80	152	199	288	
<i>Evolution</i>	-	107%	58%	15%	89%	31%	45%	45%

Par conséquent, malgré sa jeunesse relative, la banque a su rapidement se faire une place dans un environnement bancaire très concurrentiel : c'est un facteur positif de notation. En seulement sept années d'existence sur la place, CBI CI est parvenue à se hisser à la 10^{ème} place avec une part de marché de 4% tant en termes de taille de bilan que de collecte de ressources. Cette performance est d'autant plus appréciable que : (i) le taux de bancarisation en Côte d'Ivoire reste faible (20% en 2020) ; et (ii) le marché bancaire ivoirien est très concurrentiel avec 26 acteurs au 31 juillet 2020. La banque a connu une croissance régulière depuis le démarrage de ses opérations en 2013 et ambitionne d'entrer durablement dans le Top 10 d'ici 2022.

Enfin, CBI CI a renforcé sa gamme de produit sur 2019 avec un focus particulier sur l'offre digitale afin de mieux faire face à la concurrence et ne pas entamer son potentiel de croissance : c'est un facteur positif de notation. Désormais, Coris a rajouté à son offre la carte visa, les services de e-banking (e-relevé, sms banking), les terminaux de paiement électroniques. En parallèle, l'institution travaille sur la refonte complète de Coris Money afin de mieux l'adapter aux besoins du marché ivoirien comme cela a été réalisé sur le marché de prédilection du groupe (Burkina Faso).

Gouvernance et gestion des risques

- L'appartenance de CBI CI au groupe Coris est un facteur positif de notation
- La banque affiche des ratios conformes aux nouvelles normes prudentielles
- En revanche, les nouvelles normes en termes de gouvernance et de gestion des risques sont toujours en cours de d'implémentation

L'appartenance de CBI CI au groupe Coris est un facteur positif de notation. En effet, le groupe Coris apporte un soutien important à sa filiale ivoirienne, qu'il soit financier (capital, liquidités interbancaires), opérationnel (ressources humaines, marketing, système d'information) ou en termes de renforcement de la gouvernance (processus et normes communes au groupe, soutien à la mise en conformité des nouvelles normes prudentielles). L'augmentation de capital pour 5 milliards de FCFA en 2018 ou la collaboration avec le SFI pour finaliser la cartographie des risques sont deux exemples concrets du soutien dont bénéficie CBI CI. Cela dit, WARA note que le marché bancaire ivoirien est plus mature que le marché de prédilection du groupe (en l'occurrence le Burkina Faso ou sa filiale bancaire est leader du marché). Par conséquent, le groupe doit faire preuve d'une plus grande réactivité en termes d'innovation (carte VISA, e-banking) et décentraliser certains pouvoirs afin de permettre à sa filiale d'être plus à même de répondre aux spécificités du marché local.

Le management a pour mission d'exécuter le plan stratégique de développement 2018-2022, défini par le groupe et dont les objectifs sont les suivants : (i) se positionner dans le top 8 des banques ivoiriennes en termes de parts de marché à horizon 2022 ; (ii) être la première banque par la qualité de l'accueil et de service à la clientèle ; (iii) se positionner comme la banque de référence du segment PME-PMI ; et (iv) se positionner dans le secteur bancaire comme un employeur de référence. WARA estime que bien qu'étant ambitieux, ces objectifs sont réalisables à condition que la direction, avec l'appui du groupe, alloue les ressources et les compétences nécessaires afin de les atteindre. Les plans d'actions et objectifs sur chaque segment d'activités sont clairs et réalisables.

Segment	Objectifs à horizon 2022	plan d'action/facteur clé de succès
Grandes Entreprises	Détenir dans son portefeuille client un tiers du Top 10 des acteurs de chaque secteur : automobile, télécoms, distribution	Coûts des ressources
Institutionnels (CNPS, CCC, CCA)	Pas d'échéance car il s'agit d'un travail de prospection à long terme	Aggrégativité commerciale, qualité de service irréprochable, coût des ressources
Comodités	Rajouter les gros acteurs du secteur (Cémoi, Cargyll) au portefeuille de clientèle	Coûts des ressources, connaissances des enjeux et problématiques pour les producteurs et exportateurs
PME	Devenir l'acteur incontournable sur ce segment	Capacité à étudier et répondre à une demande de financement en moins de 48h Accompagner tout en maîtrisant la consommation des fonds propres avec des ressources spécialement affectées (conventions)
Particuliers	accroître le volume des comptes chèques et comptes courants car ils rapportent plus que les comptes d'épargne	Elaborer de partenariats avec les délégués du personnel des entreprises et des administrations Etoffer l'offre de produits et services pour répondre aux besoins (carte VISA, ebanking, mobile banking)
Finance islamique	capitaliser sur les avantages liés au premier entrant	Communication, pédagogie, hébergement des fonds destinés au pèlerinage
Finance inclusive	Mettre à disposition de l'économie l'héritage de Coris dans le domaine	Identifier et regrouper les SFD pour les financer (effet portefeuille réduit le risque global)

CBI CI affiche des ratios de solvabilité et de liquidité conformes aux nouvelles exigences réglementaires de la BCEAO.

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter en 2019	Niveau 2019	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité			
Ratio de Fonds propres CET 1	6,875%	15,71%	CONFORME
Ratio de Fonds propres de base T1	7,875%	15,71%	CONFORME
Ratio de solvabilité totale	10,375%	15,71%	CONFORME
B. Norme de division des risques			
Norme de division des risques	45%	N.C	CONFORME
C. Ratio de levier			
Ratio de levier	3%	6,16%	CONFORME
D. Autres normes prudentielles			
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	25%	0,15%	CONFORME
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des Fonds propres T1 de l'établissement)	15%	0,05%	CONFORME
Limite globale des participations dans les entités commerciales (60% des FPE de l'établissement)	60%	0,05%	CONFORME
Limite sur les immobilisations hors exploitation	15%	2,8%	CONFORME
Limite sur le total des immobilisations et des participations	100%	5,2%	CONFORME
Limite sur les prêts aux actionnaire, dirigeants et personnel	20%	11%	CONFORME
Coefficient de liquidité	75%	127%	CONFORME
Couvertute des emplois moyen long termes par les ressources stables	50%	162%	CONFORME

Cependant, WARA constate aussi que la nouvelle réglementation en termes de gouvernance, contrôle et de gestion des risques est toujours en cours d'implémentation. CBI CI a déjà procédé à la création d'un comité des risques indépendant et d'un conseil de conformité interne pour la finance islamique, tout en supprimant les liens hiérarchiques entre les organes de contrôles interne (audit interne, département de conformité, département du contrôle permanent) et la direction générale, pour les rattacher à la compagnie financière Coris Holding. Le nouvel organigramme a été validé par le Conseil d'Administration en 2019, et sera mis en place à l'horizon 2020. La direction des risques a été séparée de la direction des engagements et de manière plus générale, les fonctions opérationnelles et les fonctions de contrôle sont désormais séparées. La cartographie des risques, en ligne le nouveau dispositif prudentiel, n'est pas encore à jour : la SFI contribue activement à finaliser ce chantier. Cela est d'autant plus crucial qu'elle sert de base à la mise en place du planning d'audit interne annuel. Dans une moindre mesure, la création d'un service de gestion des risques de marché viendra compléter la transformation organisationnelle de la banque. WARA sera attentive à la bonne exécution de ces chantiers qu'elle juge cruciaux pour garantir une gouvernance saine et des opérations sous contrôle. Pour cela, la référence en la matière est la filiale bancaire CBI au Burkina Faso dont la qualité et la rapidité de mise en conformité aux nouvelles normes sont considérées par WARA comme un modèle du genre.

Qualité des actifs

- La qualité du portefeuille de CBI CI est en amélioration depuis 3 ans pour atteindre un bon niveau en 2019
- Cependant, le taux de couverture des créances en souffrance est insuffisant
- Enfin, la concentration des contreparties de la banque est très importante : c'est un facteur négatif de notation

Le taux de dégradation du portefeuille de créances de CBI CI est bon au regard du profil de ses contreparties. WARA constate que ce ratio est en amélioration depuis 3 ans. Ainsi, le ratio des créances en souffrances par rapport au portefeuille de créances brutes s'établit à 4,4% en 2019, correspondant à un bon niveau selon la grille de notation de WARA. En outre, ce taux est en amélioration par rapport à 2017 (5,4%). Cependant, la norme du groupe étant fixée à 3%, la direction générale travaille de pair avec les directions concernées (risques et engagements, clientèle entreprise, clientèle particulière et réseau) afin d'atteindre cette cible.

En milliards de FCFA		2017	2018	2019		
A	Portefeuille de créances (brut avant provisions)	156 354	205 553	296 888		
B	Total Créances en Souffrances (y compris restructurées)	8 469	9 899	12 941		
C	Provisions	-4 435	-6 768	-9 000		
<hr/>						
D = B/A	Taux de dégradation du Portefeuille de créances (brut)	5,4%	4,8%	4,4%	Moy. 3 ans	Score WARA
E = C/B	Couverture des CS par les provisions	52%	68%	70%	4,9%	3
					63%	4

Scoring WARA - Qualité des Actifs (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1	2	3	4	5	6
	excellent - très élevé	très bon - élevé	bon - adéquat	insuffisant - vulnérable	médiocre - faible	défaillant - très faible
Taux de créances en souffrances	inférieur à 2%	entre 2 et 4%	entre 4 et 7%	entre 7 et 13%	entre 13 et 25%	supérieur à 25%
Taux de couverture des créances en souffrance (incluant les couvertures des CDL et CR)	supérieur à 100%	entre 90 et 100%	entre 70 et 90%	entre 45 et 70%	entre 30 et 45%	inférieur à 30%

En revanche, WARA estime que le taux de couverture global des créances en souffrance de la banque est insuffisant. Ce taux s'établit à 63% en moyenne sur les trois ans, équivalent un score de 4 (niveau insuffisant) selon notre grille de notation. Il convient de souligner que ce faible ratio s'explique notamment par la réintégration des créances restructurées dans les créances en souffrance suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation bancaire, et qui ne sont provisionnées qu'à hauteur de 20% comme l'exige le régulateur. A titre d'exemple, sur 2018, CBI CI a provisionné ses créances douteuses et litigieuses à hauteur de 87% (ce qui constitue un très bon taux de couverture). Simultanément, les créances restructurées n'ont été provisionnées qu'à hauteur de 20% (en ligne avec la réglementation mais insuffisant selon WARA), ramenant le taux de provisionnement global à 68%.

La concentration des contreparties de CBI CI est très importante. Cela pèse négativement sur la notation de la banque. En effet, les 5 plus gros clients représentent 43% des engagements (crédits+ engagements hors bilan) au 31 décembre 2019. De même, les 20 premiers clients pèsent pour 59% des engagement ce qui est très élevé, quoiqu'en amélioration par rapport à 2018 (avec des niveaux de concentration de 50% pour le TOP 5 et 73% pour TOP 20). En ce qui concerne la concentration par secteur, le portefeuille des emplois de la banque est dominé par le secteur de l'administration publique qui représente 38% des engagements globaux, suivi par le commerce avec 17%. Les secteurs de la construction (16%), de l'immobilier (8%) et de l'agriculture (5%) viennent compléter le top 5. En tout, ces cinq secteurs pèsent pour 83% des engagements de la banque, témoignant d'une concentration sectorielle importante.

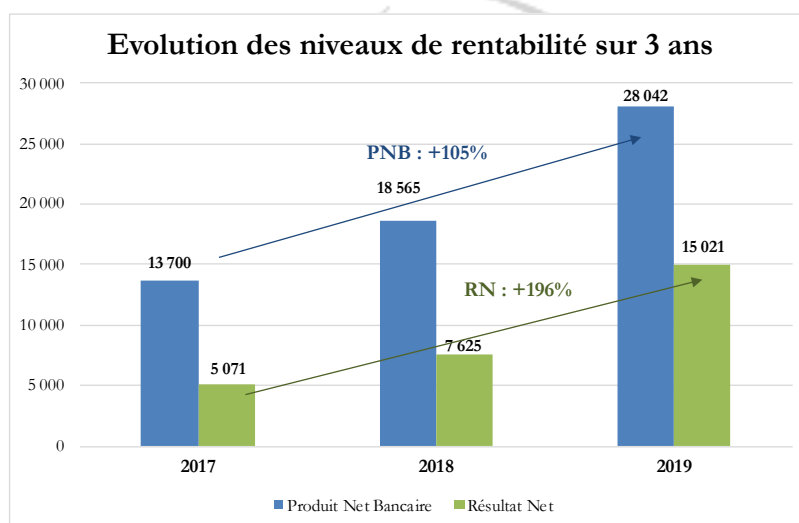


Facteurs financiers

Rentabilité

- CBI CI affiche un très bon niveau de rentabilité : c'est un facteur positif de notation important
- La banque arrive à combiner une marge d'intermédiation confortable et une grande efficacité opérationnelle

La forte croissance du niveau de rentabilité de CBI CI constitue un facteur positif de notation. Le Produit Net Bancaire s'établit à 28 milliards en 2019, en hausse de 105% sur trois ans. Le résultat net de la banque croît quant à lui de 196% sur la même période pour atteindre 15 milliards en 2019.

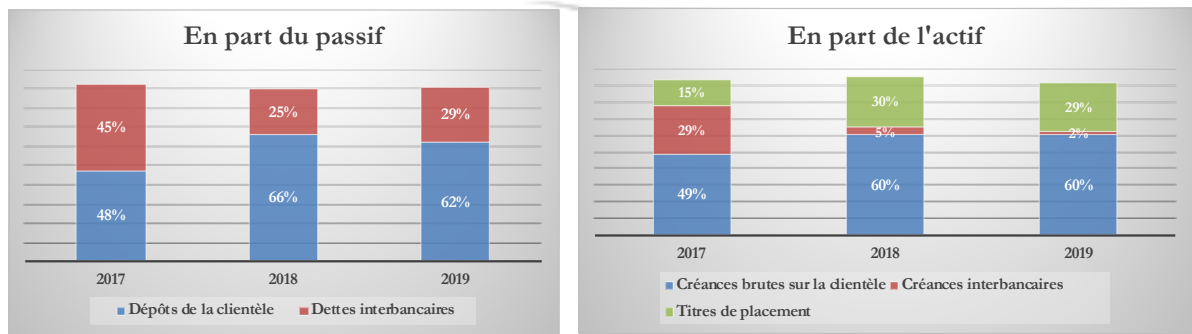


Cette tendance se confirme si l'on rapporte le niveau de rentabilité au niveau des actifs ainsi qu'au niveau des fonds propres de la banque. CBI CI affiche une rentabilité adéquate de ses actifs avec 2,3% en moyenne sur les trois dernières années. Mais surtout, elle a quasiment doublé au cours des trois dernières années (1,6% en 2017 à 3,1% en 2019) Quant à la rentabilité sur Fonds Propres, elle est élevée, s'établissant à 30% en moyenne sur la même période, ce qui correspond au score maximal de 1 selon notre échelle de notation.

	2017	2018	2019	Moy. 3 ans	Score WARA
Retour sur Actifs (ROA)	1,6%	2,2%	3,1%	2,3%	3
Retour sur Fonds Propres (ROE)	26%	27%	38%	30%	1

Scoring WARA - Rentabilité (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Rentabilité sur Actifs (ROA)	supérieur à 2,50%	entre 1,90 et 2,50%	entre 1,20 et 1,90%	entre 0,75 et 1,20%	entre 0,30 et 0,75%	inférieur à 0,30%
Rentabilité des Capitaux Propres (ROE)	supérieur à 25%	entre 17 et 25%	entre 10 et 17%	entre 6 et 10%	entre 3 et 6%	inférieur à 3%

La très bonne rentabilité de CBI CI résulte en premier lieu de la bonne tenue de ses marges d'intermédiation. La marge d'intermédiation de CBI CI s'améliore depuis 2016 du fait de l'augmentation des dépôts, dans la part de refinancement du passif (passant de 41% en 2016 à 62% en 2019) concomitant avec une baisse de la proportion de l'interbancaire, plus coûteux (passant de 52% en 2016 à 29% en 2019). Simultanément, la part des créances à la clientèle, plus rémunératrices, a progressé de 35% en 2016 à 60% des actifs en 2019, réduisant au passage la proportion des créances interbancaires qui baissent de 43% à 2% sur 3 ans. En outre, CBI CI tire une partie significative de la rentabilité de ses investissements : la banque possède un portefeuille de bons du trésors et d'obligations d'États qui représente environ 30% de son bilan en 2018. A titre d'information, la taille élevée du portefeuille d'investissement s'explique par la forte concentration des dépôts sur un nombre très réduit de clients : CBI CI dispose ainsi d'actifs liquides pour parer à l'éventualité d'un retrait de dépôts clients (cf. paragraphe liquidité).



L'efficacité opérationnelle de l'institution est aussi un atout, grâce à une très bonne maîtrise des charges d'exploitation. Ainsi, son coefficient d'exploitation s'établit à 39% en moyenne sur trois ans, ce qui est un excellent niveau selon notre grille de notation. En outre, son évolution à la baisse illustre la meilleure maîtrise des dépenses et la pertinence des investissements qui se traduisent aussitôt par des revenus additionnels.

En millions de FCF A	2017	2018	2019	Moy. 3 ans	Score WARA
Total des produits d'exploitation	13 700	18 565	28 042		
Total des charges d'exploitation	6 417	7 480	8 610		
Coefficient d'exploitation	47%	40%	31%	39%	1

Scoring WARA - Efficacité opérationnelle (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1	2	3	4	5	6
	excellent - très élevé	très bon - élevé	bon - adéquat	insuffisant - vulnérable	médiocre - faible	défaillant - très faible
Coefficient d'exploitation	inférieur à 40%	entre 40 et 50%	entre 50 et 60%	entre 60 et 75%	entre 75 et 85%	supérieur à 85%

Enfin, la maîtrise du coût du risque est en amélioration. Il consomme au cours des trois dernières années en moyenne 10% de la marge opérationnelle (contre 12% sur la période 3 ans 2016-2018). L'amélioration du taux de dégradation depuis 2016 vient confirmer ce point (cf qualité du portefeuille). Cependant le taux de provisionnement des créances en souffrance, bien qu'en hausse sur la période analysée (63% en moyenne sur les trois dernières années) reste insuffisant selon WARA.

Le tableau suivant reprend les trois déterminants de la rentabilité de CBI CI :

	2017	2018	2019	
Produits clientèle	10 228	15 193	15 142	}
Produits établissements de crédit	2 596	327	182	
Produits sur titres de placement	2 548	3 774	15 855	
A Total produits d'intermédiation	15 372	19 294	31 179	
Charges clientèle	2 373	2 783	4 509	}
Charges établissements de crédit	2 753	2 278	4 256	
Charges sur titres de placement	0	0	14	
B Total charges d'intermédiation	5 126	5 061	8 779	
C = A-B Marge d'intermédiation	10 246	14 233	22 400	}
<i>C / A Marge d'intermédiation en %</i>	<i>67%</i>	<i>74%</i>	<i>72%</i>	
D Marge sur commissions	2 527	1 753	5 350	}
E Autres produits	927	2 579	292	
F = C+D+E Produit Net Bancaire	13 700	18 565	28 042	}
<i>F / (A+D+E) Marge sur activités bancaires</i>	<i>73%</i>	<i>79%</i>	<i>76%</i>	
G Charges d'exploitation	6 417	7 480	8 610	}
H = F - G Marge opérationnelle	7 283	11 085	19 432	
<i>H / (A+D+E) Marge opérationnelle</i>	<i>39%</i>	<i>47%</i>	<i>53%</i>	}
I Coût du risque	1 212	2 477	3 778	
J = H - I Marge après coût du risque	6 071	8 608	15 653	}
<i>J / (A+D+E) Marge après prise en compte du coût du risque</i>	<i>32%</i>	<i>36%</i>	<i>43%</i>	
<i>impact du coût du risque sur la marge op</i>	<i>6%</i>	<i>10%</i>	<i>10%</i>	

1. Marge d'intermédiation confortable

2. Très bonne efficacité opérationnelle

3. Coût du risque en amélioration

Liquidité

- CBI CI affiche un bon profil de liquidité grâce notamment à une très bonne couverture des crédits par les dépôts et un portefeuille de titres important
- En revanche, la gestion Actif/Passif est contrainte par le gap de maturité inhérent à son activité de transformation
- Ce risque est exacerbé par la très forte concentration de ses dépôts clients
- C'est donc un facteur neutre de notation

Le profil de liquidité de CBI CI est bon. Tout d'abord, la couverture des crédits de la banque par les dépôts clients est très bonne puisque le ratio moyen des crédits/dépôts au cours des trois dernières années s'établit à 96%. De plus, CBI CI dispose d'un portefeuille de titres important, composé de bons au trésors et d'obligations souveraines et qui pèse pour 30% de l'actif. Par conséquent, les actifs liquides représentent en moyenne 40% du bilan de la banque depuis 3 ans ce qui est très élevé (score maximal de 1).

	2017	2018	2019	Moy 3 ans	Score WARA
Crédits/Dépôts	102%	91%	97%	96%	2
Actifs liquides / Actif total	48%	38%	34%	40%	1
Actifs liquides / Ressources CT	52%	42%	38%	44%	5

Scoring WARA - Liquidité (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Crédits (Brut) / Dépôts clientèle	inférieur à 80%	entre 80 et 100%	entre 100 et 125%	entre 125 et 170%	entre 170 et 200%	supérieur à 200%
Actifs liquides / Actif total	supérieur à 20%	entre 16 et 20%	entre 11 et 16%	entre 8 et 11%	entre 5 et 8%	inférieur à 5%
Actifs liquides (caisse + créances interbancaires + titres) / Ressources CT (Dépôts clientèle + dette interbancaire)	supérieur à 125%	entre 100 et 125%	entre 75 et 100%	entre 55 et 75%	entre 35 et 55%	inférieur à 35%

De plus, la banque respecte les ratios de liquidité imposés par la réglementation bancaire avec, qui plus est, une marge assez confortable.

	2017	2018	2019	Seuil
Coefficient de liquidité	92%	118%	127%	75%
Couverture des emplois MT et LT par les Ressources Stables	120%	78%	162%	50%

En revanche, la gestion Actif/Passif est contrainte par le gap de maturité inhérent à l'activité de CBI CI. Ce risque est exacerbé par la très forte concentration de ses dépôts clients. Ainsi, le ratio des actifs liquides/ressources CT s'établit à 44% en moyenne sur 3 ans et chute à 38% en 2019. Cela signifie que si des clients étaient amenés à retirer leurs dépôts, les actifs liquides permettant de couvrir cette sortie de trésorerie seraient insuffisants. Ce facteur de risque est exacerbé par le fait que les dépôts soient concentrés sur quelques gros clients : les 5 plus gros déposants représentent 57% du total des dépôts de la banque en 2019 (contre 43% en 2018).

Le gap de maturité de la banque est partiellement mitigé par : (i) son portefeuille de titres liquide, et (ii) une part importante crédits à court terme dans son portefeuille de créances. D'abord, le portefeuille de titres étant composé de bons au trésors et d'obligations souveraines, il est considéré par WARA comme liquide : il représente environ 50% des dépôts clients. D'ailleurs, la concentration des dépôts clients est la raison pour laquelle CBI CI détient un portefeuille de titres aussi important : c'est pour parer à l'éventualité d'un retrait inopiné de l'un de ses gros clients. Ensuite, en observant de plus près le portefeuille de créances brutes de CBI CI au 31 décembre 2019, on constate que les crédits à court terme pèsent pour 80% du total alors que les crédits à moyen terme représentent 16%, le reste étant constitué des créances en souffrance (4%) et des crédits à long termes (non significatif).



Capitalisation

- CBI CI a renforcé ses fonds propres grâce à une augmentation de capital opérée en 2018
- Le levier financier est très bon selon les normes de WARA et la banque est conforme aux exigences du régulateur en termes de capital réglementaire
- C'est un facteur positif de notation

Les fonds propres de CBI CI ont été renforcés suite à l'augmentation de capital réalisée en 2018. Suite à cette opération, le levier financier (Capitaux Propres/Actif) passe de 5,9 en 2017 à 8,4% au 31 décembre 2018 et 8% au 31 décembre 2019. Ce niveau de capitalisation est très bon selon l'échelle de notation de WARA (score de 2).

	2018	2019	Score WARA
Levier Financier	8,4%	8,0%	2

Scoring WARA - Capitalisation (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Levier financier (Capitaux propres/Actif total)	supérieur à 9%	entre 7,5 et 9%	entre 6 et 7,5%	entre 4,5 et 6%	entre 3 et 4,5%	inférieur à 3%

Les ratios de fonds propres CET 1 et de solvabilité totale, tels que reportés à la Commission Bancaire, respectent les nouvelles normes réglementaires. En effet, le ratio CET 1 s'établit à 15,71% au 31 décembre 2019, bien au-dessus de la norme minimale fixée à 6,825%. De même, le ratio de solvabilité totale, toujours à 15,71% reste supérieur aux 10,375% préconisés par le régulateur.

	Niveau 2019	Score WARA
Ratio de solvabilité CET 1	15,71%	1
Ratio de solvabilité Total	15,71%	2

Scoring WARA - Capitalisation (de 1 à 6, 1 étant le meilleur score)	1 excellent - très élevé	2 très bon - élevé	3 bon - adéquat	4 insuffisant - vulnérable	5 médiocre - faible	6 défaillant - très faible
Ratio de solvabilité CET 1	supérieur à 10%	entre 8,5 et 10%	entre 7 et 8,5%	entre 5,5 et 7%	entre 4 et 5,5%	inférieur à 4%
Ratio de solvabilité Total	supérieur à 18%	entre 15 et 18%	entre 12 et 15%	entre 10 et 12%	entre 8 et 10%	inférieur à 8%

DONNEES FINANCIERES ET RATIOS

Les comptes sociaux CBI CI sont établis selon les normes comptables régionales, dites OHADA

BILAN (en millions de FCFA)	2015	2016	2017	2018	2019
Caisse	2 647	11 792	11 818	8 907	14 813
Créances interbancaires	14 491	102 280	94 879	16 757	10 305
Titres de placement	24 841	35 642	49 359	103 293	144 335
Autres titres					
Créances brutes sur la clientèle	71 038	83 924	157 648	206 652	296 888
Provisions pour créances en souffrance (PCS)	1 426	3 375	4 435	6 768	9 000
Créances nettes sur la clientèle	69 612	80 549	153 213	199 884	287 887
Immobilisations financières	1 665	1 787	2 337	2 311	3 248
Actifs immobilisés corporels et incorporels	3 132	5 292	5 876	9 145	12 250
Autres actifs	9 298	362	6 024	2 847	18 803
Total de l'actif (en millions de FCFA)	125 686	237 704	323 506	343 144	491 641
Dépôts de la clientèle	70 213	96 665	153 743	226 184	306 930
Dettes interbancaires	39 887	124 550	147 046	84 494	142 187
Emprunts					
Autres passifs	1 926	1 287	3 374	3 618	3 192
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	112 026	222 502	304 163	314 296	452 309
Dette subordonnée					
Intérêts minoritaires					
Provisions pour risques et charges (PRC)	257	48	116	116	199
Capitaux propres	13 403	15 154	19 227	28 732	39 133
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	13 660	15 202	19 343	28 848	39 332
Total du passif	125 686	237 704	323 506	343 144	491 641

COMPTE DE RESULTATS (en millions de FCFA)	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts perçus	6 177	7 863	12 824	15 520	12 848
Intérêts payés	(1 991)	(3 213)	(5 126)	(5 061)	--
Marge d'intérêts	4 186	4 650	7 698	10 459	12 848
Produit net des opérations de change	578	310	124	1 490	--
Produit net des titres de placement	1 077	1 798	2 548	3 774	9 552
Commissions nettes	1 118	1 531	2 527	1 753	5 350
Autres produits d'exploitation nets	409	661	803	1 089	292
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	3 182	4 300	6 002	8 106	15 194
Total des produits d'exploitation	7 368	8 950	13 700	18 565	28 042
Charges de personnel	(1 168)	(1 648)	(2 202)	(2 550)	(3 087)
Autres charges d'exploitation	(2 084)	(2 269)	(3 587)	(4 325)	(4 941)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(520)	(545)	(628)	(605)	(582)
Total des charges d'exploitation	(3 772)	(4 462)	(6 417)	(7 480)	(8 610)
Produit pré-provisions (PPP)	3 596	4 488	7 283	11 085	19 432
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	(1 623)	(2 152)	(1 212)	(2 477)	(3 778)
Résultat non courant, net	(283)	(81)	(25)	100	128
Résultat avant impôt sur le bénéfice	1 690	2 255	6 046	8 708	15 782
Impôt sur le bénéfice	(255)	(165)	(975)	(1 083)	(760)
Résultat net	1 435	2 090	5 071	7 625	15 021
Intérêts minoritaires					
Résultat net, part du Groupe					

TAUX DE CROISSANCE DU BILAN (%)	2015	2016	2017	2018	2019
Caisse	61,01	345,49	0,22	-24,63	66,31
Créances interbancaires	267,61	605,82	-7,24	-82,34	-38,50
Titres de placement	119,39	43,48	38,49	109,27	39,73
Autres titres	--	--	--	--	--
Créances brutes sur la clientèle	60,87	18,14	87,85	31,08	43,67
<i>Oqubrhur ont qbaq` nbd dmrnt aq` nbd 'OBR</i>	2 590,57	136,68	31,41	52,60	32,98
Créances nettes sur la clientèle	57,83	15,71	90,21	30,46	44,03
Immobilisations financières	136,84	7,33	30,78	-1,11	40,55
Actifs immobilisés corporels et incorporels	27,21	68,97	11,04	55,63	33,95
Autres actifs	55,72	-96,11	1 564,09	-52,74	560,45
Total de l'actif (en millions de FCFA)	79,16	89,13	36,10	6,07	43,28
Dépôts de la clientèle	61,25	37,67	59,05	47,12	35,70
Dettes interbancaires	241,29	212,26	18,06	-42,54	68,28
Emprunts	--	--	--	--	--
Autres passifs	-24,47	-33,18	162,16	7,23	-11,77
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	93,89	98,62	36,70	3,33	43,91
Dette subordonnée	--	--	--	--	--
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Provisions pour risques et charges (PRC)	179,35	-81,32	141,67	0,00	71,55
Capitaux propres	9,14	13,06	26,88	49,44	36,20
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	10,41	11,29	27,24	49,14	36,34
Total du passif	79,16	89,13	36,10	6,07	43,28

TAUX DE CROISSANCE DU COMPTE DE RESULTATS (%)	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts perçus	128,27	27,29	63,09	21,02	-17,22
Intérêts payés	189,81	61,38	59,54	-1,27	--
Marge d'intérêts	107,33	11,08	65,55	35,87	22,84
Produit net des opérations de change	81,19	-46,37	-60,00	1 101,61	--
Produit net des titres de placement	103,59	66,95	41,71	48,12	153,10
Commissions nettes	15,02	36,94	65,06	-30,63	205,19
Autres produits d'exploitation nets	35,88	61,61	21,48	35,62	-73,19
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	50,02	35,14	39,58	35,05	87,44
Total des produits d'exploitation	77,97	21,47	53,07	35,51	51,05
Charges de personnel	26,13	41,10	33,62	15,80	21,06
Autres charges d'exploitation	44,42	8,88	58,09	20,57	14,24
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	28,40	4,81	15,23	-3,66	-3,77
Total des charges d'exploitation	35,98	18,29	43,81	16,57	15,11
Produit pré-provisions (PPP)	163,25	24,81	62,28	52,20	75,30
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	1 809,41	32,59	-43,68	104,37	52,54
Résultat non courant, net	298,59	-71,38	-69,14	--	28,30
Résultat avant impôt sur le bénéfice	39,67	33,43	168,12	44,03	81,23
Impôt sur le bénéfice	34,21	-35,29	490,91	11,08	-29,80
Résultat net	40,69	45,64	142,63	50,36	97,00
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Résultat net, part du Groupe	--	--	--	--	--

COMPOSITION DU BILAN (% du total de l'actif)	2015	2016	2017	2018	2019
Caisse	2,11	4,96	3,65	2,60	3,01
Créances interbancaires	11,53	43,03	29,33	4,88	2,10
Titres de placement	19,76	14,99	15,26	30,10	29,36
Autres titres	--	--	--	--	--
Créances brutes sur la clientèle	56,52	35,31	48,73	60,22	60,39
<i>Oqurhnr ont qbq\` nbdr dmrnt aq\` nbd 'OBR\`</i>	-1,13	-1,42	-1,37	-1,97	-1,83
Créances nettes sur la clientèle	55,39	33,89	47,36	58,25	58,56
Immobilisations financières	1,32	0,75	0,72	0,67	0,66
Actifs immobilisés corporels et incorporels	2,49	2,23	1,82	2,67	2,49
Autres actifs	7,40	0,15	1,86	0,83	3,82
Dépôts de la clientèle	55,86	40,67	47,52	65,92	62,43
Dettes interbancaires	31,74	52,40	45,45	24,62	28,92
Emprunts	--	--	--	--	--
Autres passifs	1,53	0,54	1,04	1,05	0,65
Total du passif, hors dette subordonnée et fonds propres	89,13	93,60	94,02	91,59	92,00
Dette subordonnée	--	--	--	--	--
Intérêts minoritaires	--	--	--	--	--
Provisions pour risques et charges (PRC)	0,20	0,02	0,04	0,03	0,04
Capitaux propres	10,66	6,38	5,94	8,37	7,96
Fonds propres = capitaux propres + minoritaires + PRC	10,87	6,40	5,98	8,41	8,00

COMPOSITION DU COMPTE DE RESULTATS (% du total des produits)	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts perçus	83,84	87,85	93,61	83,60	45,82
Intérêts payés	-27,02	-35,90	-37,42	-27,26	--
Marge d'intérêts	56,81	51,96	56,19	56,34	45,82
Produit net des opérations de change	7,84	3,46	0,91	8,03	--
Produit net des titres de placement	14,62	20,09	18,60	20,33	34,06
Commissions nettes	15,17	17,11	18,45	9,44	19,08
Autres produits d'exploitation nets	5,55	7,39	5,86	5,87	1,04
Total des produits d'exploitation, hors marge d'intérêt	43,19	48,04	43,81	43,66	54,18
Total des produits d'exploitation	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Charges de personnel	-15,85	-18,41	-16,07	-13,74	-11,01
Autres charges d'exploitation	-28,28	-25,35	-26,18	-23,30	-17,62
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-7,06	-6,09	-4,58	-3,26	-2,08
Total des charges d'exploitation	-51,19	-49,85	-46,84	-40,29	-30,70
Produit pré-provisions (PPP)	48,81	50,15	53,16	59,71	69,30
Dotations aux provisions pour créances en souffrance (DPCS), nettes	-22,03	-24,04	-8,85	-13,34	-13,47
Résultat non courant, net	-3,84	-0,91	-0,18	0,54	0,46
Résultat avant impôt sur le bénéfice	22,94	25,20	44,13	46,91	56,28
Impôt sur le bénéfice	-3,46	-1,84	-7,12	-5,83	-2,71
Résultat net	19,48	23,35	37,01	41,07	53,57

RATIOS	2015	2016	2017	2018	2019
Rentabilité					
Retour sur Actifs	1,1%	0,9%	1,6%	2,2%	3,1%
Retour sur Actifs moyens	1,5%	1,2%	1,8%	2,3%	3,6%
Retour sur capitaux propres	11%	14%	26%	27%	38%
Retour sur fonds propres "Tier 1" (%)	11%	14%	26%	27%	38%
Intérêts payés / Intérêts perçus (%)	32%	41%	40%	33%	0%
Marge nette (%) ³	3,6%	1,9%	2,4%	3,1%	2,8%
Marge relative d'intérêts (%) ⁴	3,8%	2,1%	2,6%	3,2%	2,9%
Produits d'exploitation, hors marge / Total des produits d'exploitation (%)	43%	48%	44%	44%	54%
Impôt sur le bénéfice / Résultat avant impôt (%)	15%	7%	16%	12%	5%
Coefficient d'exploitation (%) ⁵	51%	50%	47%	40%	31%
Charges de personnel / Total des produits d'exploitation (%)	16%	18%	16%	14%	11%
Charges de personnel / Total des charges d'exploitation (%)	31%	37%	34%	34%	36%
Liquidité					
Créances nettes sur la clientèle / Dépôts de la clientèle (%)	99%	83%	100%	88%	94%
Créances nettes sur la clientèle / Total des dépôts ⁶	63%	36%	51%	64%	64%
Créances nettes sur la clientèle / Actif (%)	55%	34%	47%	58%	59%
Actifs liquides ⁷ / Actif (%)	33%	63%	48%	38%	34%
Dépôts de la clientèle / Total des dépôts (%)	64%	44%	51%	73%	68%
Dépôts de la clientèle / Capitaux propres (x)	5,1	6,4	7,9	7,8	7,8
Créances interbancaires / Dettes interbancaires (%)	36%	82%	65%	20%	7%
Capitalisation					
Levier financier = Capitaux propres / Actifs (%)	11%	6%	6%	8%	8%
Fonds propres / Actifs (%)	11%	6%	6%	8%	8%
Capitaux propres / Fonds propres (%)	98%	100%	99%	100%	99%
Qualité d'actifs					
Créances en souffrance (CS) / Créances brutes sur la clientèle (%)	4,7%	7,5%	5,4%	4,8%	4,4%
PCS / Créances brutes sur la clientèle (%)	2,0%	4,0%	2,8%	3,3%	3,0%
Couverture des CS par les provisions = PCS/CS (%)	43%	53%	52%	68%	70%
Dotations aux PCS / PPP (%)	45%	48%	17%	22%	19%
Dotations aux PCS / Créances brutes sur la clientèle (%)	2,3%	2,6%	0,8%	1,2%	1,3%
PPP / Créances nettes sur la clientèle (%)	5,2%	5,6%	4,8%	5,5%	6,7%
Capitaux propres / Créances nettes sur la clientèle (%)	19,3%	18,8%	12,5%	14,4%	13,6%

Notes:

1. Actifs à rendements = Créances interbancaires + Titres + Créances sur la clientèle
2. Passifs à rendements = Dépôts de la clientèle + Dettes interbancaires + Emprunts + Dette subordonnée
3. Marge nette = Intérêts perçus / Moyenne des actifs à rendements - Intérêts payés / Moyenne des passifs à rendements
4. Marge relative d'intérêts = Marge d'intérêts / Moyenne des actifs à rendements
5. Coefficient d'exploitation = Charges d'exploitation / Produits d'exploitation
6. Total des dépôts = Dépôts de la clientèle + Dettes interbancaires
7. Actifs liquides = Caisse + Créances interbancaires + Titres

© 2020 Emerging Markets Ratings (EMR) & West Africa Rating Agency (WARA). Tous droits réservés. WARA est une Agence de Notation de l'UEMOA agréée par le CREPMF.

La notation de crédit est une opinion sur la capacité et la volonté d'un émetteur à faire face au remboursement de ses obligations financières, et non une quelconque appréciation de la valeur des actions de cet émetteur. Il est rappelé qu'il peut être risqué pour un investisseur de fonder sa décision d'investissement sur la seule notation de crédit.

La compréhension des méthodologies et échelles propres à WARA est essentielle pour mesurer la portée des opinions présentées dans les rapports. Il est vivement recommandé aux lecteurs des rapports de se rapprocher de WARA aux fins d'en obtenir copie.

Toutes les informations contenues dans nos rapports ont été obtenues à partir de sources considérées comme fiables. Cependant, étant donné la possibilité d'erreurs humaines ou d'autres aléas, toute information est présentée « en l'état » et sans aucune garantie que ce soit. WARA met tous les moyens à sa disposition pour vérifier la qualité de l'information utilisée pour délivrer une notation. WARA n'étant pas un réviseur de comptes, aucune garantie d'exhaustivité ne peut être fournie. En aucun cas WARA ne pourrait être tenu responsable et redevable à une personne ou une entité pour une quelconque perte réalisée suite à l'émission d'un de ses rapports ; chaque utilisateur de nos rapports est pleinement responsable de l'interprétation qu'il fera des opinions présentées. Ce rapport ne constitue en aucun cas un conseil de vendre, garder ou acheter un quelconque titre de créance.